



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DES LETTRES

Département d'histoire de l'art
et de musicologie

APPEL À CONTRIBUTION

Journée d'étude internationale
2 octobre 2010

Conçue et organisée par Noémie Etienne, assistante en histoire de l'art à l'Université de Genève

LA RESTAURATION DES ŒUVRES D'ART EN EUROPE ENTRE 1789 ET 1815 : **PRATIQUES, TRANSFERTS, ENJEUX**

L'étude de la restauration des œuvres d'art s'impose actuellement comme un objet de recherche stimulant et innovant. Elle permet de saisir les réactualisations constantes auxquelles sont soumis les objets. D'envergure internationale et interdisciplinaire, cette journée entend réunir des chercheurs issus de différentes disciplines, telles que l'histoire de l'art, l'histoire, la sociologie, ou la conservation-restauration des biens culturels. Elle souhaite faire le point sur l'histoire de la restauration à un moment précis et décisif.

La période qui s'étend de 1789 à 1815 est en effet caractérisée en Europe par une intense circulation des œuvres d'art. La suppression des ordres religieux, les spoliations et la politique du gouvernement français impliquent le déplacement des objets, qu'ils soient dispersés dans des ventes privées, ou annexés et regroupés à Paris. La capitale française s'impose alors rapidement comme le centre de l'activité de restauration. La pratique devient parallèlement une préoccupation commune à l'échelle européenne.

Cet intérêt est perceptible notamment dans les instructions visant à conserver les œuvres, dans l'institutionnalisation de la pratique au sein des structures muséales, ainsi que dans les expérimentations techniques réalisées durant cette période. Il transparaît aussi intensément dans la littérature et dans la presse. Cette montée en puissance de la restauration dans l'espace public favorise l'émergence de nombreuses polémiques, parfois d'envergure internationale. L'état matériel des œuvres conservées dans les églises peut ainsi susciter la critique. De même, les interventions réalisées en France sur les œuvres déplacées vont attirer l'attention de divers observateurs en Europe.

Partant de ce contexte précis, cette journée d'étude cherchera à faire le point sur différentes questions. Quel est l'état des principes et des pratiques de la restauration en Europe entre 1789 et 1815 ? Quelles sont les nouvelles contraintes institutionnelles ou techniques dans ce contexte ? Comment le statut du praticien se transforme-t-il ? Comment la politique culturelle française en la matière influence-t-elle la pratique ? Et quels sont les enjeux implicites qui y sont liés ?

Cette journée d'étude aimerait croiser les regards sur cette période charnière. Tous les types d'objets pourront être étudiés (peintures, sculptures, livres, archives...). L'histoire de l'art, l'histoire, l'histoire des sciences et des techniques, mais aussi la sociologie ou l'anthropologie pourront être des disciplines fécondes pour aborder ce thème. Les approches analytiques et comparatives seront privilégiées. Dans une perspective d'échange avec les professionnels de la restauration, les conservateurs-restaurateurs sont aussi vivement invités à participer et à proposer des communications. Plusieurs pistes de réflexion, évoquées ici de manière non exhaustive, pourront notamment être développées.

1. Contexte institutionnel et politique

La restauration et la conservation des œuvres d'art entre 1789 et 1815 s'inscrit dans un contexte institutionnel et politique spécifique, lié notamment au développement des premiers musées en Europe. Comment la pratique se développe-t-elle ? Quels sont les acquis techniques et déontologiques propres à cette période dans les différents pays européens ? Comment les ateliers fonctionnent-ils ? Et quelle place le restaurateur occupe-t-il dans cette nouvelle structure ? La redéfinition de l'activité et du statut des praticiens pourra être un objet d'étude. Les liens entre l'institution et le marché privé pourront aussi être évoqués.

En outre, l'annexion des œuvres d'art par la France crée un climat de tension dans lequel la pratique de la restauration prend une charge politique inédite. Les œuvres d'art soustraites en Europe sont ainsi restaurées et exposées en grande pompe à Paris. Quels ont été les critères présidant à l'enlèvement de ces objets ? Quel rôle leur restauration a-t-elle joué dans la pratique des annexions ? Quels sont les dispositifs et les discours liés au déplacement, à la conservation et à la restauration des œuvres déplacées ?

2. Transferts culturels

Le deuxième axe portera sur les échanges entre les différents pays. Favorisés à cette époque par le déplacement des œuvres et des praticiens, les transferts de compétences et de techniques pourront être étudiés. Comment les méthodes utilisées évoluent-elles au contact des différents restaurateurs ? Quels sont les outils ou les matériaux liés à la pratique, et se diversifient-ils pendant la période évoquée, notamment sous l'influence du mouvement des hommes et des objets ?

La question du transfert des connaissances pourra aussi être abordée. La publication et la circulation de livres ou d'articles diffusant un savoir technique sur les procédés représentent un important facteur d'évolution de la pratique. En négatif, la question du secret prendra un relief particulier. Dans l'histoire d'un espace public du savoir, la diffusion du rapport sur la transposition de la *Madone de Foligno* à Paris est un jalon, dont on pourra observer les enjeux et les conséquences en Europe. Dans un mouvement inverse, on pourra s'interroger sur ce que les restaurateurs parisiens apprennent des méthodes de leurs confrères en intervenant sur les œuvres arrivées de l'étranger.

3. Réception et héritage

Comment les restaurations réalisées entre 1789 et 1815 sont-elles perçues ? Quelles sont les polémiques qui les entourent, et de quoi sont-elles révélatrices ? De nombreux observateurs s'expriment pour critiquer les interventions réalisées. Des articles sont ainsi publiés dans la presse pour alerter l'opinion sur les œuvres restaurées de manière jugée abusive. Comment comprendre et analyser ces prises de position ? Quels sont leurs ressorts et leurs argumentaires ? De quoi témoignent-elles ?

À partir de 1815, lorsque les œuvres déplacées reviennent dans leurs pays d'origine, de fréquentes réserves sont émises au sujet des restaurations pratiquées en France. Comment et par qui ces interventions sont-elles jugées ? Comment comprendre les critiques de leurs anciens propriétaires ? Enfin, il s'agira aussi d'observer la part exportée du modèle français en matière de restauration des œuvres d'art, ainsi que les nouvelles prérogatives européennes. Sur cette question, la date de 1815 pourra naturellement être dépassée.

Modalités de proposition des communications :

Les propositions de communication (2500 signes) sont à envoyer à Noémie Etienne (noemie.etienne@unige.ch) avant le 1 mai 2010.

Comité scientifique :

Frédéric Elsig, Professeur assistant en histoire de l'art à l'Université de Genève

Léonie Hénaut, Docteure en sociologie, Attachée de recherche au Centre de sociologie de l'innovation (Mines Paris-Tech, CNRS)

Victor Lopes, Conservateur-restaurateur de peinture aux Musées d'art et d'histoire de Genève

Mauro Natale, Professeur honoraire en histoire de l'art à l'Université de Genève

Calendrier :

Envoi des propositions : 1 mai 2010

Réponse aux auteurs : 1 juin 2010

Journée d'étude : 2 octobre 2010

Lieu : Université de Genève, Suisse